

Brochure n° 3276

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1794. – INSTITUTIONS DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES**  
**(Personnel)**

AVENANT N° 14 DU 15 JUIN 2011

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : ASET1150955M

IDCC : 1794

**Article unique**

La convention collective nationale du 9 décembre 1993 et le contrat type de prévoyance sont modifiés comme suit :

L'article 15 de la convention collective nationale du 9 décembre 1993, relatif à l'indemnité de licenciement, est modifié comme suit :

Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Le salarié qui exerce une activité à temps partiel dans le cadre de la retraite progressive au sein de la même entreprise que celle qui l'employait à la veille du passage dans ce dispositif bénéficie d'une indemnité de licenciement calculée sur la base des appointements reconstitués pour correspondre à ceux qu'il aurait perçus pour un même travail à temps plein.

En cas de licenciement, sauf pour faute grave ou faute lourde, à partir de l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale, l'indemnité de licenciement est remplacée par l'allocation de départ en retraite, à moins qu'elle ne soit supérieure à cette dernière. »

L'article 17 de la convention collective nationale du 9 décembre 1993, relatif au départ à la retraite, est modifié comme suit :

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Le membre du personnel, quittant l'entreprise pour faire valoir ses droits à la retraite à partir de l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale, reçoit, s'il compte au moins 2 ans d'ancienneté dans une ou plusieurs entreprises appliquant la présente convention, une allocation de départ en retraite.

Il en est de même pour un salarié partant à la retraite avant cet âge, en vertu des articles L. 351-1-1 ou L. 351-1-3 ou L. 351-1-4 du code de la sécurité sociale ou de l'article L. 742-3 du code rural, relatifs aux mesures concernant les "carrières longues", les "travailleurs handicapés", et la "pénibilité". »

Le 4<sup>e</sup> alinéa est inchangé.

Le 5<sup>e</sup> alinéa est modifié comme suit :

« La part fixe est au minimum égale à 2,76 fois le montant de la RMMG 1A, visée à l'annexe IV à la présente convention. »

Les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> alinéas sont inchangés.

Le 8<sup>e</sup> alinéa est libellé comme suit :

« Par ailleurs, rentrent dans la durée des services pris en compte pour calculer la part variable les années restant à courir entre la date du départ en retraite et l'âge auquel l'intéressé aurait pu prétendre à une retraite à taux plein sans condition de durée d'assurance (âge visé au 1<sup>o</sup> de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale), dans la limite d'un nombre d'années n'excédant pas l'ancienneté réelle. »

Le 9<sup>e</sup> alinéa est inchangé.

Le 10<sup>e</sup> alinéa est modifié comme suit : « Pour le salarié qui exerce une activité à temps partiel dans le cadre de la retraite progressive, les appointements annuels pris en considération pour le calcul de l'allocation de départ en retraite sont reconstitués pour correspondre à ceux qu'il aurait perçus pour un même travail à plein temps. »

Les 11<sup>e</sup> et 12 alinéas sont supprimés.

Le reste de l'article est inchangé.

L'article 2, du titre II, du contrat type de prévoyance est modifié comme suit :

Dans le 1<sup>er</sup> alinéa, les termes : « âgé de moins de 65 ans » sont supprimés.

Dans le paragraphe intitulé « Situations particulières », le *b* relatif au salarié âgé de plus de 65 ans est supprimé.

Le paragraphe « Situations particulières », désormais composé d'un alinéa unique, s'intitule : « Situation particulière : reprise de travail à temps partiel ».

Fait à Paris, le 15 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

AEGPIRC.

**Syndicats de salariés :**

PSTE CFDT ;

SPOR CFTC ;

IPRC CFE-CGC.